

Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

N°3, Juin 2004

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Commission paritaire :

En cours d'attribution

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION :p. 02

BIOGRAPHIES :

Francis Missa (par Olivier Dedieu).....p. 03

Emile Jourdan (par Raymond Huard).....p. 05

Cyprien Lloansi (par André Balent).....p. 06

Michel Schuwer (par Hélène Chaubin).....p. 10

FICHE DE LECTURE : *L'histoire à travers champs* (Olivier Dedieu).....p.11

COMPTE-RENDU:p.11

PRESENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. Cet ouvrage, appelé communément « le Maitron », recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier jusqu'en 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement du mouvement ouvrier. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant leurs biographies. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon
CEPEL, Faculté de Droit
39, rue de l'Université, 34 060 Montpellier Cedex
dedieu@univ-montp1.fr
0664885735

Pour tout règlement, contactez directement le trésorier :
André Balent
29, rue du Vélodrome, 66 000 Perpignan

BIOGRAPHIES

MISSA Francis dit "LEVEILLE" .

Francis Missa est né le 28 février 1901 à Saint-Raphaël dans le Var. Il issu d'une famille artistique. Son père Edmond Missa (1861-1910), élève de Maneret (Prix de Rome) était compositeur de musique. Sa mère, issue d'une famille très bourgeoise, y était surnommée la « Louise Michel », et c'est peut-être d'elle que Francis Missa héritera de son orientation politique. Violoniste à Paris jusqu'en 1930, il s'installe à Saint-Raphaël (commune dont est originaire sa mère) comme professeur de violon. Dans cette ville, il créera une école de musique et une chorale. En 1936, il est nommé secrétaire des émissions radiophoniques de la station Montpellier -Languedoc. Militant CGT et SFIO depuis 1919, il est aussi membre de la ligue des droits de l'homme et de la Grande Loge de France (depuis 1933 à la loge « le Niveau » de Saint Raphaël). Lors de son installation à Montpellier, il s'inscrit à la section de la ville. Au-delà de son engagement socialiste, c'est son militantisme maçonnique qui contribue à l'intégrer localement.

Le 18 juin, il entend l'appel du général de Gaulle et cherche, sans succès à gagner l'Angleterre. En Juillet, il est révoqué pour son appartenance maçonnique. Après une première réaction individuelle (rédaction de tracts), il entre en contact début 1941 avec *Liberté* par l'intermédiaire de Louis Cauvet, lui aussi membre de la section de Montpellier. Parallèlement, par l'intermédiaire de Jules Moch (ou André Philip), il rencontre Pierre Stibbe qui cherche à développer *Libération-Sud* dans la région. Membre des deux organisations, il opte alors définitivement pour la deuxième, jugeant *Combat* trop à droite. Adjoint de Pierre Stibbe, chef régional, il lui succède au départ de celui-ci en novembre 1942. S'appuyant sur ses connaissances socialistes ou maçonniques, il contribue au développement de *Libération* qui devient le deuxième mouvement de la région. En contact avec Louis Trégaro, il assiste *Libérer et Fédérer* dont il distribue le journal et qu'il aide financièrement. Parallèlement, il soutient le développement de *Franc-Tireur* dont il est l'un des premiers correspondants. Au titre de responsable de *Libération-Sud* en R3, il intègre le directoire des *MUR* (qui devient par la suite le *MLN*) à la création de celui-ci et pousse Franc-tireur à nommer Henri Noguères (SFIO) comme son représentant dans cette institution pour contrer le poids des communistes. Malgré son ancienneté résistante, il n'obtient pas la présidence de cet organisme, face à l'opposition de *Combat* mais aussi au faible soutien apporté par sa direction nationale. C'est finalement Gilbert de Chambrun qui obtiendra cette direction, engendrant une lutte d'influence féroce entre socialistes et communistes. H. Noguères et F. Missa obtiendront ainsi que de Chambrun ne devienne pas le futur commissaire de la République puis la reconnaissance du PS au sein du Comité régional de Libération. Néanmoins, malgré l'appui de la direction des CFL et du chef régional FFI, les socialistes se sentent progressivement mis en minorité et quittent le directoire pour obtenir une affiliation directe aux réseau action R3 du DMR. Si son travail résistant s'appuie sur le parti, son contraire est aussi vrai. Francis Missa cumule engagement partisan et résistant. Membre du CAS dès son origine, il joue un rôle important dans la reconstitution du parti dans la région Languedoc. Responsable régional du CAS dans la région R3 (Gard, Hérault, Aude, Aveyron, Lozère, Pyrénées-Orientales), il est membre du comité directeur du parti qu'il représentera par ailleurs au sein du Comité Régional de Libération. En novembre 1944, il est membre de la commission de vérification des mandats au Congrès national extraordinaire de novembre 1944, comme représentant du Comité zone-sud. Personnalité importante du PS régional, Francis Missa va néanmoins quitter

la région en novembre 1945 pour assumer ses nouvelles fonctions d'inspecteur général de la radiodiffusion.

Sa carrière professionnelle et politique est, à l'issue de la guerre, principalement consacrée aux médias. Dès septembre 43, F. Missa et Louis Noguères avaient été chargés par le comité directeur du MLN et le GPRF d'organiser clandestinement la radio. C'est ainsi que Francis Missa sera à l'origine du réseau « Chaîne Duvernois » chargé de la mise en place d'émetteurs clandestins susceptibles d'être utilisés lors de la Libération. En 1944, il crée *le Populaire du Bas-Languedoc, Rouergue et Roussillon* dont il est propriétaire (et directeur politique) et qu'il lèguera à la fédération socialiste de l'Hérault lors de son départ en novembre 1945. Installé à Paris, il inaugure ses nouvelles fonctions tout en assumant un rôle de conseiller technique auprès des ministres socialistes. En 1946, il est membre du cabinet d'Albert Gazier, Ministre de l'Information, avant d'être intégré comme conseiller technique à la présidence du Conseil (Paul Ramadier). Inspecteur général de la RF puis de la RTF, militant reconnu, il est candidat (non élu) au comité directeur en 1955 et 1956. En 1958, il devient conseiller au cabinet de J. Le Troquer, président de l'Assemblée nationale. La même année, il opère un rapprochement avec les minoritaires du parti, même s'il ne les suit pas au PSA. Administrateur d'Etat d'Havas, RMC et de la SOFIRAD, il décide de prendre sa retraite en 1968 (suite à un congé spécial). Francis Missa restera administrateur de Technisonor dont il est actionnaire. Résidant désormais dans sa ville natale, il continuera à militer, que ce soit au sein de l'association des résistants de la RTF dont il est le président fondateur ou dans la Franc-maçonnerie. Membre depuis l'origine de la même loge, il en devient un haut gradé (31^e en 1951, 32^e en 1954, 33^e en 1989). Il est à noter que Francis Missa a été, parallèlement, un temps membre du Grand orient de Villefranche de Rouergue à l'initiative de Paul Ramadier qu'il avait cotoyé en 43-44 dans la résistance et le CAS. Par ailleurs, il a été à l'initiative d'une fraternelle de la radio.

Le 20 octobre 1992, Francis Missa s'éteindra dans sa ville natale de Saint Raphaël.

Francis Missa était commandeur de la légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre avec palme, médaillé de la résistance.

Archives : SFIO Dossiers Hérault, archives de l'OURS. Bulletin Intérieur, n° 80, 87. Lettres de M. Edmond Missa à l'auteur des 17/09/1997 et 07/03/2001. Archives IHTP : 72 AJ 42, 72 AJ 47, 72 AJ 48. Archives départementales de l'Hérault : 91 J 15, 172 W 56.

Bibliographie : Gilbert de Chambrun, *Journal d'un militaire d'occasion*, Avignon, Aubanel, 1982 ; Laurent Douzou, *La désobéissance, histoire du mouvement Libération Sud*, Paris, Odile Jacob, 1995 ; Marie Granet et Henri Michel, *Combat*, Paris, PUF, 1957 ; Daniel Mayer, *Les socialistes dans la résistance*, Paris, PUF, 1968 ; Henri Noguères, *Histoire de la résistance*, 4 tomes, Paris, Robert Laffont, 1967-76.

Olivier DEDIEU

*

JOURDAN Emile

Emile Jourdan est né le 29 octobre 1914 à Chamborigaud, (Gard) petite localité du bassin minier d'Alès. Son grand père paternel ainsi que son père étaient cordonniers. Le second, mutilé de guerre, devint receveur buraliste. Sa mère, issue d'une famille de treize enfants, fille d'un ouvrier agricole, était ouvrière de filature. Le père d'Emile Jourdan adhère au Parti communiste dès 1920, et sera conseiller municipal de Chamborigaud, entre les deux guerres avant de devenir à la Libération, président du comité local de Libération de Florent-sur - Auzonnet, autre localité minière.

Emile Jourdan suit l'école primaire et poursuit jusqu'au brevet sa scolarité au cours complémentaire du Martinet. Il est ensuite embauché à la mine, d'abord en surface puis au fond. En 1929, il adhère aux jeunesses communistes, et devient secrétaire de « rayon » puis, en 1935, au Parti communiste. Durant l'Occupation, il participe à la grève des mineurs de 1941. En 1942, il est victime d'un grave accident dans la mine, a les deux jambes fracturées et doit marcher plusieurs années avec des béquilles. A la Libération, il est désigné comme secrétaire de la section locale du P.C.F du Martinet et est élu membre du comité fédéral du Gard du P.C.F. A l'occasion des élections municipales de 1945, il est également élu conseiller municipal de Saint-Florent, localité dont il devient ensuite premier adjoint.

En 1946, il quitte la région minière, avec son épouse Monique et son fils Alain, pour Nîmes où il devient secrétaire à l'organisation de la Fédération. Néanmoins, il conserve des attaches dans le Nord du département car le 14 octobre 1951, il est élu conseiller général pour le canton de Saint-Ambroix. Il est alors, à 37 ans, le benjamin de l'assemblée départementale. Il n'est pas réélu en avril 1958. Toujours en 1951, il est désigné comme premier secrétaire de la Fédération du Gard du P.C.F. Il le demeure jusqu'à son élection comme maire de Nîmes en 1965. Entre temps, il est aussi suppléant de Roger Roucaute élu député de la 3^{ème} circonscription du Gard en 1962.

Emile Jourdan, jusqu'ici peu connu des Nîmois, acquiert une notoriété beaucoup plus grande lors qu'en 1965, il est élu maire de Nîmes à la suite de la victoire d'une liste de gauche (P.C.F, socialistes dissidents, PSU) dans le cadre d'une triangulaire. Il s'impose peu à peu par son efficacité, sa simplicité, sa modestie, sa courtoisie à l'égard de ses adversaires politiques. La municipalité qu'il dirige réalise une œuvre importante pour répondre aux besoins les plus essentiels (équipements scolaires, sportifs et culturels) de la ville, alors en plein développement. Il est réélu maire cette fois dans le cadre de duels, toujours serrés, en 1971, 1977 face à divers candidats de droite. Dans la même période, en septembre 1967, il revient au conseil général comme élu du 1^{er} canton de Nîmes (contre un candidat socialiste Brugueirolle). La politique d'union de la gauche qu'il a soutenue, lui permet d'être élu à une courte majorité, député de la première circonscription du Gard (Nîmes - Saint-Mamert) en mars 1973, contre Jean Claude Servan Schreiber (30 782 voix contre 30 508). Il abandonne alors son siège de conseiller général occupé par un autre membre du P.C.F., M. Fayet. Il est réélu député, dans la même circonscription, dans des conditions un peu plus favorables en 1978 et très facilement en 1981 (57,53 % des voix).

En 1983, lors des élections municipales, à la suite de dissensions internes à la gauche, il est battu de quelques centaines de voix par le PDG de Cacharel, Jean Bousquet et en 1986, dans le cadre d'un recul général de la gauche, il perd son siège de député au profit du maire de Nîmes. Il reste cependant populaire parmi les Nîmois et en octobre 1988, il est à nouveau élu conseiller général du deuxième canton de Nîmes contre Gilbert Raynal (CDS) et sera réélu en 1994. Il est alors doyen de l'assemblée départementale. Affaibli par l'âge, il meurt le 30 août 1999 à l'âge de 84 ans. Sa mort suscite une grande émotion à Nîmes La

valeur de l'homme et de l' élu est alors unanimement reconnue. Emile Jourdan a incarné dans le Gard un type de militant communiste ; issu du monde ouvrier, toujours attentif aux besoins populaires, imperméable à toute démagogie et à toute personnalisation du pouvoir. Par son action, il a donné toute sa dignité à la fonction d' élu politique.

Sources :

Notes biographiques d'E.Jourdan, *Le Midi libre*, 31 août 1999 Pierre Bosc, *Les Notables en questions*, Presses du Languedoc, 1977, p.213-228. *70 ans de communisme gardois 1920-1990. Documents et témoignages*, Nîmes, 1990, notamment p. 24-25.

Raymond HUARD

*

LLOANSI Cyprien

Né et mort à Perpignan (Pyrénées-Orientales), 20 novembre 1903 - 15 mai 1984, dessinateur, architecte, puis architecte expert, militant socialiste et pacifiste, franc-maçon, animateur de la vie culturelle roussillonnaise des années 1920 aux années 1970.

Issu d'une vieille famille perpignanaise par sa mère (Marie, Élisabeth, Hélène Mundet, repasseuse âgée de 37 ans en 1903), Cyprien Lloansi était petit-fils d'un ferronnier franc-maçon. Son père, Cyprien, Côte, Martin Lloansi, natif de Massanet de Cabrenys en Ampourdan était âgé de 41 en 1903. Menuisier ébéniste, il était républicain et agnostique. C. Lloansi se maria deux fois. Le 19 avril 1930, il épousa Aline, Dorothee Wilm née en 1908 dans le Bas-Rhin. Ce premier mariage fut dissous par jugement de divorce du tribunal de Perpignan (12 août 1940). Il se remaria le 7 juillet 1950 avec Jacqueline Schmidt, secrétaire née le 14 février 1928 à Perpignan, fille d'Eugène Schmidt, bibliothécaire de Perpignan, et Germaine Garrigues.

Cyprien Lloansi fréquenta l'École primaire supérieure de Perpignan puis celle de Toulouse (Haute-Garonne). Il suivit les cours de l'École des Beaux-Arts. Ayant effectué son service militaire à Tours (Indre-et-Loire) et à Toulouse, en 1923-1924, il travailla comme salarié avant de s'établir, en 1930, comme architecte. Il fut rédacteur du *Mestre d'Obres*, la revue des architectes nord catalans. Parmi ses réalisations, il convient de signaler le monument érigé (1949), Place de Catalogne à Perpignan, à la mémoire du résistant catalan Louis Torcatis (*Voir ce nom*) abattu à Carmaux (Tarn) en 1944. Il conçut, aussi (1955), avec le sculpteur Marcel Gili le monument à la Résistance érigé à la Promenade des Platanes, près de l'actuel Palais des Congrès, la fontaine des frères Bausil (1955), avec une statue et un médaillon en bronze de Ludovic Olivier, la mairie – école " Léon-Blum " d'Olette (qu'il inaugura en présence de la veuve du président du Conseil du Front populaire).

Jeune étudiant, Lloansi, déjà très influencé par Jean Jaurès, fut tout particulièrement révolté par la répression qui suivit la mutinerie de la mer Noire. Pour l'ensemble du mouvement ouvrier des Pyrénées-Orientales, la cause d'André Marty, enfant du pays, fut très mobilisatrice. Lloansi participa aux nombreuses manifestations pour obtenir sa libération. Son horreur de la guerre l' amena vers le pacifisme, hésitant quelque temps entre le pacifisme intégral et l'antimilitarisme révolutionnaire. Dès le début des années trente, il correspondit

avec des pacifistes comme Georges Pioch ou Marcelle Capy, adhéra aux “Combattants de la Paix” et siégea à son Comité directeur. Il anima localement ce mouvement avec Marianne Comignan Il fut délégué au congrès du Rassemblement universel pour la paix, à la Mutualité (1936).

L'engagement pacifiste de Lloansi trouva son prolongement dans l'action politique : il adhéra au Parti socialiste S.F.I.O. en 1936, peu avant les élections législatives. Proche du noyau pivertiste perpignanais, il vota avec ces militants, mais ne les suivit pas lorsqu'ils quittèrent la S.F.I.O. en 1938. Par antifascisme et pour bien marquer son opposition aux successeurs de Jean Payra à la direction fédérale, il vota les textes zyromskistes, ce qui peut paraître en contradiction avec son engagement antimilitariste militant. Pendant trois ans, il fut secrétaire du comité Amsterdam-Pleyel de Perpignan. Le 18 septembre 1937, il entra au bureau du comité local du Rassemblement populaire.

Soutenant la lutte des républicains espagnols, Lloansi eut, à plusieurs reprises, l'occasion d'assurer, dans le cadre du “Comité du Continental-Bar” animé par les pivertistes locaux en contact avec la C.N.T.-F.A.I. et, surtout, avec le P.O.U.M., le franchissement clandestin de matériels divers, notamment d'un moteur d'avion en pièces détachées. En janvier-février 1939, lorsque, par milliers, les réfugiés franchirent la frontière, fuyant les troupes franquistes qui avançaient en Catalogne, Lloansi s'occupa tout particulièrement des artistes qui étaient internés au camp de réfugiés d'Argelès-sur-Mer réussissant à en faire sortir quelques-uns.

Mobilisé en septembre 1939, en qualité de radio-télégraphiste, au 28^e régiment du génie dans les Ardennes, blessé au printemps 1940, il fut hospitalisé et ne fut démobilisé qu'en août 1940. Il fut, pendant plusieurs mois, physiquement diminué. Franc-maçon, Lloansi ne tarda pas à avoir des ennuis avec le régime. Son nom fut publié dans le *Journal officiel* et il fut pris à partie dans *L'Action française* et dans *Le Roussillon*.

Il s'engagea alors dans la Résistance. Contacté en décembre 1940 par un ancien officier, le commandant Ricard, il commença à militer dans les rangs de “Combat”. Il effectua des tâches de renseignements, le plus souvent d'ordre militaire, et participa à l'organisation de passages clandestins en Espagne. Au début de l'année 1944, une vague d'arrestations frappa la Résistance perpignanaise et par mesure de prudence, il quitta Perpignan. Il se réfugia à Lyon (Rhône), où il obtint un emploi dans le génie rural. Il entra en contact avec un groupe de la Résistance lyonnaise qui se réunissait chez Louis Martin-Chauffier, de l'équipe de *Paris-Match*, repliée sur Lyon depuis 1940, où il rencontra Gabriel Chevalier (l'auteur de *Clochemerle*), le journaliste Georges Goldman et Claude Aveline. Il assura alors des liaisons avec divers maquis de l'Ain et de la Loire.

Après avoir assisté à la libération de Lyon, Lloansi regagna Perpignan vers la mi-octobre 1944. Il réadhéra alors au Parti socialiste S.F.I.O. qu'il quitta lorsque les communistes furent exclus du gouvernement en 1947. À noter, également, qu'il fut, à la Libération rédacteur en chef de *La Voix de la Patrie* et membre du comité directeur de l' “ Association France-Espagne ” présidée par son ami Félix Mercader (*Voir ce nom*), maire de Perpignan. Avec les Pradéens Jean Font (*Voir ce nom*) et Robert Lapassat, professeur, il participa à la fondation de l'Union progressiste dans les Pyrénées-Orientales et collabora à son journal *Clartés*. Après la désagrégation de l'Union progressiste, Lloansi s'imposa alors comme principal leader du groupe de la Convention des institutions républicaines de Perpignan. Il conduisit, aux élections municipales de 1965, une liste d'Union de la gauche, contre le député-maire de Perpignan, l'ex-socialiste S.F.I.O. Paul Alduy, qui fut battue au second tour.

Pacifiste ardent, il fut également, après la Seconde Guerre mondiale, le fondateur du comité local “ Garry Lewis ” (des “ Citoyens du Monde ”). De 1968 à 1973, Lloansi fut président de la Ligue des droits de l'homme des Pyrénées-Orientales. À ce moment-là, malgré son adhésion à la C.I.R., il fut très proche de l'extrême gauche, et, en sa qualité de président de la Ligue des Droits de l'Homme, il participa aux nombreuses manifestations organisées par l'extrême gauche issue du mouvement de mai 1968. Cette attitude lui valut les “ remontrances ” des dirigeants locaux du P.C.F.

À partir de 1972, siégeant à la commission exécutive fédérale du Parti socialiste, Lloansi s'engagea dans le conflit interne que traversait la Fédération des Pyrénées-Orientales pour réaliser l'Union de la gauche. En mars 1976, lui et ses amis de la “ gauche miterrandiste ” locale, entreprirent de diriger la Fédération catalane du Parti socialiste. Lloansi siégea à la C.E.F. et, pendant quelque temps, au bureau fédéral. Il prit une part très active à la campagne pour les élections municipales de mars 1977 à Perpignan et fut candidat sur la liste d'Union de la gauche qui fut battue par Paul Alduy.

Cyprien Lloansi s'était engagé également dans les rangs de diverses organisations. Initié à la franc-maçonnerie depuis 1936, il appartint à la loge “ Saint-Jean-des-Arts ” affiliée à la Grande Loge de France. Après la Seconde Guerre mondiale, il fut l'un des vingt-deux dirigeants de la Grande Loge de France. Au moment des pourparlers de fusion entre la Grande Loge de France et la Grande Loge nationale, Lloansi n'admit pas les conditions posées et adhéra au Grand Orient de France dont il devint un des dirigeants locaux. Il présida aussi la Fédération de parents d'élèves “ Cornec ” de 1965 à 1974. Représentant de la “ Fédération Cornec ” (F.C.P.E) au Comité départemental d'action laïque, il en devint bientôt le président.

Jouant un rôle dans la vie intellectuelle du Roussillon, Lloansi fut l'ami de nombreux peintres ou sculpteurs de renom qui y séjournèrent. Dans sa jeunesse, il avait fondé une “ Association de la Jeunesse catalane ”, aux buts culturels proclamés. Collaborateur du *Coq catalan*, de *Tramontane*, de *Reflets du Roussillon* et de *Conflent*, revues culturelles locales, il fut un inlassable animateur de causeries et de réunions littéraires ou artistiques dans le cadre du foyer Léo Lagrange de Perpignan. Il fut l'auteur de poésies. Les premières furent publiées, avant 1939, dans *Le Coq Catalan* d'Albert Bausil qui fut aussi son ami. Dans le sillage de cet incomparable animateur de la vie culturelle perpignanaise qui sut susciter tant de talents, il côtoya les jeunes Charles Trenet et Robert Brasillach. En 1936, il fut l'organisateur du “ salon des Indépendants roussillonnais ” où il fit se côtoyer peintres, sculpteurs, décorateurs et architectes. Architecte lui-même, il réserva une salle à ses confrères, parmi lesquels Félix Mercader (*Voir ce nom*), Édouard Mas-Chancel, Alfred Joffre, Gelly, Ferid Muchir, Joseph Roque et Savoyen. Son amitié avec Claude Aveline (*Voir ce nom*) lui permit de rencontrer de rencontrer en 1937 André Malraux, alors assidu du Roussillon, pour des raisons personnelles et politiques. Grâce à ce double contact et avec le prestigieux patronage de l'auteur de *La condition humaine*, il participa (avec les peintres Eugène Schmidt (son futur beau-père) et Martin Vives, et l'instituteur communiste Paul Combeau, - *Voir ce nom* - ami des peintres qui fréquentaient Collioure), à la création d'une “ Maison de la Culture ” qui accueillit le romancier et critique Eugène Dabit. Après la Seconde Guerre mondiale, il fut un conférencier prolifique, parlant d'écrivains et d'artistes dans le cadre d'associations aussi diverses que la fédération catalane “ Léo-Lagrange ” (dont il fut par ailleurs l'un des administrateurs), “ Culture et Fraternité ”, l'Association polytechnique, le “ club Femina ”, l'Union rationaliste... En sa qualité de poète de langue française, il participa dès 1960 aux travaux de la Compagnie littéraire du Genêt d'Or dont il devint l'un des mainteneurs.

Il fut l'auteur d'un roman inachevé et inédit, de nouvelles et de pièces de théâtre. Mais, ce fut en qualité de poète qu'il eut le plus de notoriété. Ses *Romances foraines à la Réal* (1952) furent illustrées de lithographies de Paul Soler. Le prestigieux éditeur Pierre Seghers publia en 1957 sa plaquette *Lumière d'olivier* dans sa collection " Poésie ", agrémentée d'un portrait de l'auteur par Marcel Gili (repris sur la couverture du n° spécial de *Conflent*, " Hommage à Cyprien Lloansi ", 1997). Sa notoriété lui valut d'être inclus dans une émission radiodiffusée de " Paris Inter " consacrée à cinq poètes modernes (dont René Char) réalisée par René Beucler, avec la participation de la comédienne Simone Cendrars.

Dès avant 1939, il prit la défense du *Castell reial* de Perpignan, plus connu sous le nom de " Palais des rois de Majorque ". En 1935, il évoquait ce monument dans *Lo Mestre d'obres*, la précieuse revue de la féconde école roussillonnaise d'architecture des années 1930-1950. En novembre 1944, il demandait que l'armée rétrocédât le *Castell reial* de Perpignan, ce qui fut en 1946 par le conseil général présidé par un homme de culture, Louis Noguères. À la libération, toujours, il fut, à la demande de son confrère Félix Mercader, maire de Perpignan, délégué du " Groupement des architectes " auprès de la commission des sites et des monuments.

Il fut également à l'origine de la constitution du comité " Antonio Machado ", destiné à célébrer la mémoire du grand poète décédé à Collioure. Humaniste et philanthrope, il fut administrateur de " L'Union des aveugles des P.O. " et la " Banque des yeux ".

ŒUVRE CHOISIE : nombreuses collaborations aux revues ou journaux cités dans la notice, les œuvres citées dans la notice.

Sources : – A.C Perpignan, état civil. - Numéro spécial (205) de *Conflent*, Prades, 1997, avec en particulier des articles de Robert LAPASSAT, Pere VERDAGUER, Corinne DOUMENC-OUSSET-DUCROS. - BALENT (André), " Lloansi Cyprien ", *DBMOF*, XXXV, 1989, pp. 11-12. - QUERALT (Jacques), " Ceux qui s'en vont. Cyprien Lloansi " *L'Indépendant*, 16 mai 1984, p. 3. – STOUMEN (Julie), " L'architecture des années 1930-1940 à Perpignan ", *Actes de la II^e rencontre d'Histoire et d'archéologie d'Elne*, collègue " Paul-Langevin ", 30, 31 octobre et 1^{er} novembre 1999, *Ville et territoire, L'Historien et l'archéologue dans sa cité*, Elne, société des amis d'Illiberis, 2003, pp. 333-340. - *Le Travailleur catalan*, 18 septembre 1937. - *L'Indépendant* (1965-1973). – avis mortuaires de *L'Indépendant*, 17 mai 1984, p. 8. - Interviews de Cyprien Lloansi et de Fernand Cortale. – Souvenirs personnels de l'auteur de la notice.

André BALENT

*

SCHUWER Michel, Jean, Amédée. Pseudo : LECOMTE.

Michel Schuwer est né dans la capitale de la Catalogne espagnole, Barcelone le 2 décembre 1919. Sa mère, Isabelle Boxa, était espagnole. Elle avait été modiste avant son mariage avec Frantz Schuwer, un dessinateur publicitaire. Tous deux étaient communistes. Ils eurent un second fils, Jean, né en 1921. La famille revint en France en 1931. Jean Schuwer,

engagé dans la résistance communiste, fut arrêté par la Gestapo et fusillé en 1944. Il semble que ce drame familial ait fortement marqué Michel Schuwer et renforcé ses convictions.

Pendant la deuxième guerre mondiale, Michel Schuwer, après s'être engagé en 1939 pour la durée de la guerre, poursuit des études d'Espagnol à la Sorbonne. Il y rencontre sa future épouse, Odette Mirel, étudiante comme lui en Espagnol. Il est membre des Etudiants communistes et adhère au Front National des Etudiants en 1942 et 1943 sous le pseudo de « Lecomte ». Ces activités sont interrompues en février 1943 parce que Michel Schuwer réfractaire au STO, quitte Paris. Il obtient un poste de professeur délégué d'abord au Mans, dans la Sarthe, puis dans le Rhône, à Lyon. En 1944, revenu à Paris où il habite dans le XIV^e arrondissement, il renoue avec le Front National : il travaille alors au Musée de l'Homme. En août 1944, il participe à l'insurrection dans la capitale. C'est alors qu'il adhère au Parti communiste français.

Après la guerre, Michel et Odette Schuwer qui ont obtenu l'agrégation d'espagnol, sont nommés en 1946 à Carcassonne dans l'Aude. Tous deux sont membres du Parti communiste depuis 1944. En 1946-1947, Michel appartient au Bureau fédéral de l'Aude. En 1948, les Schuwer sont mutés dans l'Hérault à Montpellier. Deux enfants naissent à Montpellier : Catherine, le 2 octobre 1948, et François, le 2 novembre 1951. Michel enseigne au Lycée Joffre. Il milite au SNES. En 1950, il est secrétaire de la section du Parti communiste de Montpellier. Il adhère au Mouvement de la Paix.

En février 1953, il est élu premier secrétaire de la Fédération de l'Hérault. Il est réélu en 1954. Il aurait fait l'école de quatre mois en 1955. Il donne des articles au *Travailleur du Languedoc*. Les autres membres du secrétariat sont trois militants bien connus dans le département : un agriculteur, Louis Nadal, et deux ouvriers agricoles, Georges Carrière qui sera en juin 1956 le successeur de Michel Schuwer, et Manuel Bernabeu, issu d'une famille d'immigrants espagnols, qui accèdera au secrétariat fédéral en mai 1957. A l'époque où Michel Schuwer assure le Secrétariat fédéral, Paul Balmigère, qui est considéré comme le personnage le plus influent au sein du Parti dans l'Hérault, réside à Paris : il est au Comité central de 1951 à 1957. Michel Schuwer, qui est reconnu pour ses qualités intellectuelles, est un homme réservé, parfois décrit comme distant : une personnalité fort différente de celle de tribuns communistes alors très populaires en Languedoc comme Raoul Calas et Paul Balmigère. En mai 1955, il est candidat aux élections cantonales de Montpellier 2. Il est en tête au premier tour avec 3 388 voix sur 12 321 suffrages exprimés. Mais au deuxième tour, il n'est qu'en troisième position derrière les candidats de la FGDS et du CNI avec 4 519 voix sur 13 714 suffrages exprimés.

En 1956, Michel Schuwer quitte la France avec sa famille pour un séjour de huit mois à Bucarest, en Roumanie où il est appelé à remplacer Denis Bizot comme responsable de l'édition française de l'hebdomadaire *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*. Denis Bizot avait assuré ces fonctions depuis 1951. De retour en France, à Paris, Schuwer travaille encore pour la presse communiste (*l'Humanité* et *France Nouvelle*). Il a repris un poste de professeur au Lycée Jacques Decour et milite dans la cellule du lycée. Toujours attentif aux évolutions politiques en Espagne, il assure en 1960 le Secrétariat général de la Conférence pour l'amnistie des prisonniers en Espagne. Il participe d'autre part à la rédaction de l'« Histoire du Parti communiste français » paru en 1964 aux Editions Sociales.

Il reste jusqu'au bout un simple militant de la section du 9^e arrondissement de Paris où il réside. Sa fille était devenue professeur de mathématiques, agrégée, et son fils, podologue.

Il meurt à Paris le 9 mai 1989. Sa femme, Odette, lui survécut 10 ans : elle mourut à Vernon dans l'Eure où exerçait son fils François Schuwer, le 28 octobre 1999.

Sources :

Archives départementales de l'Hérault, 541W48, élections cantonales, et 676W195, Partis politiques - *Le Travailleur du Languedoc*, collection conservée à la Fédération départementale à Montpellier, ZUP de Tournezy - Entretiens et correspondance avec François Schuwer en 1999 et 2000 et avec Maurice Verdier (Secrétaire de la Fédération de l'Hérault de 1966 à 1987) en 1998 et 1999 – Témoignage de Claude Willard en 1999 – Biographie de Denis Bizot dans le *Maitron*.

Hélène CHAUBIN.

*

LECTURES CHOISIES

L'histoire à travers champs
Mélanges offerts à Jean Sagnes

Travaux réunis par Michel Cadé
Presses universitaires de Perpignan, 2002, 399 p., 22 €.

Sous l'égide de l'universitaire Michel Cadé, les Presses Universitaires de Perpignan ont publié en 2002 des mélanges offerts au professeur Jean Sagnes. Cette tradition universitaire a pour finalité de rendre hommage à un universitaire qui, par ses travaux ou ses qualités humaines, a joué un rôle marquant durant sa carrière. Ces collègues et anciens étudiants, issus pour nombre d'entre eux des universités de Montpellier et Perpignan ont ainsi souhaité contribuer à cet hommage. Ce dernier est structuré autour de ces problématiques de recherche, thématiques qui sont celles d'une génération d'historiens qui ont labouré, ces dernières décennies, l'histoire politique, économique et sociale de la région et/ou du mouvement ouvrier.

L'intérêt de cet ouvrage est double. Il a d'abord pour premier mérite de restituer la carrière de Jean Sagnes, dont les travaux sur la gauche méridionale dans l'entre-deux-guerres sont devenus une référence. On le mesurera d'autant mieux que l'ouvrage propose une bibliographie exhaustive de l'auteur. Le second mérite est celui de la qualité des contributions.

La diversité des articles et la variété des thèmes abordés ne nous permettent pas de restituer ici la richesse de l'ouvrage. Nous nous en excusons par avance, mais nous avons opté pour une sélection « sévère », ne retenant que les contributions axées sur les problématiques les plus en phase avec celles du Maitron et de la région. Le titre de l'ouvrage est évocateur de l'entreprise. Il vise à la fois à aborder plusieurs champs de la discipline pour aborder aussi la politique aux champs... L'ouvrage est ainsi divisé en quatre chapitres pour distinguer les approches théorique, économique, politique et celle des représentations.

Le Maitron soulignera d'abord trois contributions biographiques. La première est celle de Gaston Crémieux proposée par Raymond Huard, suivie de celle du préfet Eugène Ténot par Marianne Leulliez. La dernière est le texte de Roland Andréani qui dresse une synthèse

éclairante des historiens communistes, montrant notamment l'extrême hétérogénéité des trajectoires et des rapports au parti.

Les grandes lignes de l'ouvrage, par ailleurs, peuvent se décliner autour de deux thèmes. Le premier est celui de l'émergence de la gauche dans cette région, mettant en avant la permanence du mouvement tout autant que les compromis que cette dynamique génère. La seconde est liée à l'articulation du politique aux champs économique et culturel.

Le « midi rouge » s'inscrit dans le temps, plusieurs contributions le rappellent. Ce développement est cependant loin d'être linéaire. Georges Fournier, évoquant le néo-jacobinisme héraultais après le 18 fructidor, montre ainsi un mouvement important mais prisonnier de ses propres contradictions. Gérard Cholvy, étudiant l'opposition au second Empire aborde une période où les républicains sont devenus une force incontournable notamment liée à son développement au sein du mouvement ouvrier. Selon une autre logique, Peter Mac Phee, à partir de l'étude de cas de Gabian face au coup d'Etat de 1851, pose la problématique centrale des relations centre / Périphérie, démontrant que si l'initiative politique part des villes, elle ne trouve néanmoins un impact que quand elle trouve un territoire prêt à en accepter la légitimité, remettant en cause une approche diffusionniste trop rigide. L'étude de ce développement met l'accent sur la capacité des mouvements marxistes à s'implanter. Pierre Barral montre que cette réussite passe la réadaptation du modèle doctrinal marxiste et l'acceptation de la réalité du paysan travailleur. Yolande Fouchard-Gounelle, étudiant les succès SFIO dans le Gard montre que la réussite politique est lié à la récupération des valeurs républicaines, tout autant que par, dans certains cas de figure, le soutien objectif de la droite.

L'articulation entre le politique et l'économique montre que toute emprise politique ne peut faire abstraction du substrat économique et social. André Balent le montre avec le succès de la coopérative d'Err, liée à la conjonction de la mobilisation de petits propriétaires, des services agricoles et de la stratégie politique du maire socialiste. Pour la seconde guerre mondiale, Nicolas Marty et Roger Bourderon montrent deux facettes du positionnement communiste face à Vichy. Le premier, analysant la mise en œuvre des comités sociaux d'entreprise montre l'hostilité massive des syndicalistes unitaires à ce projet. Le second analyse les logiques de mise en œuvre des comités populaires initiés par le PC en 1940 pour rétablir son influence auprès des milieux ouvriers en réinvestissant le social et la revendication.

Cet ouvrage, malgré cette présentation succincte, montre la diversité des approches de la question ouvrière et ouvre des pistes stimulantes qui décroissent le politique et l'insère plus profondément dans ses dynamiques sociales et économiques.

Olivier DEDIEU

*

Actes du Colloque Jordi Pere Cerdà, Littérature, société, frontières. Actes del col.loqui Jordi Pere Cerdà, literatura, societat, frontera, Presses Universitaires de Perpignan – Publicacions de l'Abadia de Monsterrat, Perpignan-Monsterrat, 2004, 507 p. (Biblioteca Abat Oliba, 258).

La publication des actes du colloque intitulé sobrement *Jordi Pere Cerdà, Littérature, société, frontière*, dans une belle co-édition bilingue (catalan-français) des publications de l'Abadia de Monsterrat et des Presses Universitaires de Perpignan, mets à sa juste place un auteur dont la dimension universelle est peut être trop

souvent ignorée. Le colloque qui eut lieu en Cerdagne même, à proximité, voire même à cheval sur la frontière (Llivia, Osséja) s'est tenu à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'entrée en littérature d'Antoine Cayrol, alias Jordi Pere Cerdà, sous l'égide de l'ICRESS (Institut Catalan de Recherche en Sciences Sociales, Université de Perpignan) et du G.CER (Groupe catalan d'études roussillonaises). La publication a repris l'ossature du colloque autour de quatre points : la Cerdagne de Jordi Pere Cerdà ; Jordi Pere Cerdà et la société nord-catalane ; lecture critique de l'œuvre ; le thème de la frontière. Ce très bel ouvrage extrêmement riche dans le domaine de la littérature catalane est aussi une source intéressante de renseignements pour l'histoire sociale. Plusieurs communications évoquent en effet le cadre général de la société cerdane et l'engagement d'Antoine Cayrol dans le Parti Communiste.

Le cadre nord-catalan est mis en avant par plusieurs communications. Jean Louis Blanchon, dans « sur *l'incendi*, histoire et littérature » analyse la nouvelle « *l'incendi* », tirée du recueil *Col.locaciò de personatges en un jardí tanca* à propos de l'incendie de la casa Vigué, en 1956 à Puigcerdà (Cerdagne espagnole) qui a remué l'ensemble de ce territoire catalan partagé entre France et Espagne. L'auteur confronte les traits historiques marquants de la frontière cerdane, la mémoire des témoins et la fiction élaborée par Jordi Pere Cerdà. André Balent, dans « Jordi Pere Cerdà i els records de la societat cerdana del segle XIX. La memòria dels Vigo a *Passos estrets de terres altes*, mites i realitat » tente une reconstitution des ressorts de la mémoire collective cerdane dans la figure des Quervigols, personnages du roman *Passos estrets de terres altes*, figures mythifiées de notables cerdans des XVIIIe et XIXe siècles, les Vigo, chefs d'une famille imposante originaire de Querol. Ces deux communications montrent comment Cerdà restitue admirablement la vérité profonde d'une époque en s'inspirant à la fois de la tradition orale et de connaissances historiques sérieuses.

D'autres communications à caractère biographique s'intéressent directement à Antoine Cayrol, à ses origines familiales et à son engagement communiste. Joan Peytavi Dexonne évoque dans « Cerdà conflenti, les arrels de l'Antoni Cayrol » les origines conflentaises de l'écrivain (de Fontpédrouse, village du haut Conflent) à quelques kilomètres de l'entrée en Cerdagne, au col de la Perche et en reconstitue le contexte démographique. Pierre Chevalier, dans « la métamorphose des années quarante pour un jeune cerdan : les limites de la Résistance dans une résistance...aux limites de l'état » rappelle l'engagement du jeune Cayrol dans une filière de passage vers l'Espagne pendant la seconde guerre mondiale, qui a nécessité la création d'un maquis. L'auteur analyse les motifs de l'engagement, entre rejet du régime de Vichy et de la droite cléricale qui domine en Cerdagne espagnole depuis la victoire franquiste. Cette communication apporte des renseignements précieux sur la résistance cerdane, qui reste très spécifique, hors des structures nationales et à la marge de la société cerdane elle-même. L'auteur éclaire dès lors particulièrement une période charnière où Cerdà s'engage alors clairement au PCF et dans la catalanité. Deux communications permettent d'approfondir ce double engagement.

Marie Llombart dans « Jordi Pere Cerdà i *la Tramontane* » évoque la place de l'écrivain dans la vie de la revue *La Tramontane*, lancée par Charles Bauby après la seconde guerre mondiale pour promouvoir un projet de sauvegarde culturelle adapté à la réalité sociale du territoire. Les premiers rapports entre l'auteur et la revue datent de 1943 et ils resteront constants jusqu'à la disparition de celle-ci, dans les années soixante-dix. Outre le fait que la collaboration à la revue lui a donné l'occasion de créer son pseudonyme (Jordi Pere Cerdà), Antoine Cayrol a participé constamment à l'activité de la revue, en y publiant ses propres œuvres littéraires, en participant à des thématiques populaires ou en tant que critique littéraire. Il a contribué très largement à faire de *La Tramontane* un espace de débat et de réflexion extrêmement important pour l'espace nord-catalan. André Balent, dans « Antoine Cayrol et André Marty : engagement communiste et identité catalane, 1939-1946 » analyse les liens qui ont uni l'écrivain à André Marty, responsable de premier plan du PCF, du mouvement communiste international et organisateur des brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. A travers les rapports qui existent entre les familles (origines du même village en Conflent), les liens personnels et les engagements, l'auteur conclut que c'est bien la catalanité qui a rapproché des hommes somme toute bien différents.

Outre les communications, les organisateurs ont eu la bonne idée d'accompagner les textes de résumés trilingues (catalan, français, occitan) et surtout de faire apparaître les débats qui ont eu lieu pendant le colloque lui-même. En somme, un ouvrage riche en informations qui ne doit pas être ignoré des historiens qui travaillent sur l'histoire sociale, la littérature et le mouvement ouvrier en Languedoc Roussillon.